



Etude détaillée d'une crise.

La guerre du football entre le Honduras et le Salvador (15 juin/3 août 1969)

Mémoire de géopolitique

du Chef d' Escadron Luc AUFFRET

dans le cadre du séminaire "Penser les crises"

Directeur : M. Jean-Paul JOUBERT
Professeur de science politique à l'Université Jean Moulin (Lyon 3)

Avril 2002

Fiche de présentation

1 – « Etude détaillée d'une crise. La guerre du football entre le Honduras et le Salvador (15 juin-3 août 1969) »

2 – CES AUFFRET

3 – Avril 2002

4 – Groupe A4

5 – Mémoire de Géopolitique

6 – Du 15 juin au 3 août 1969, se déroule une crise entre le Honduras et le Salvador, laquelle crise culmine par 4 jours de guerre (du 14 au 18 juillet). Recensée par BRECHER dans son livre (*A study of crisis*) , cette crise, limitée dans le temps et dans l'espace, autorise un décorticage permettant sa modélisation. Il est ainsi mis en lumière une double crise dans la crise. Trouvant ses fondements dans les problèmes économiques, les mouvements migratoires et le bornage des frontières, la « guerre du football » connaît une première crise suite à l'expulsion de nombreux paysans salvadoriens installés depuis longtemps au Honduras. La diplomatie régionale se révèle inopérante pour résoudre ce conflit ; une seconde crise débute avec les opérations militaires, préalable indispensable dans la mentalité latino-américaine à un règlement diplomatique.

7 – Mots clés : géopolitique, crise, guerre, Amérique centrale, El Salvador, Honduras, mouvements migratoires, revendications territoriales, forces armées, diplomatie, OEA.

Sommaire

Partie I :

Bref aperçu du contexte de la crise

La « militarité » des deux états

La population, enjeu majeur de la crise

La terre, deuxième enjeu de la crise

Partie II :

La phase de montée en puissance (15 juin-14 juillet)

La responsabilité des médias dans le déclenchement des opérations

La population dans la crise

Les conflits de frontière

L'échec de la diplomatie régionale

Le processus décisionnel de la guerre

Partie III :

La phase de résolution du conflit (14 juillet-3 août)

La dimension militaire de la crise

Le succès diplomatique de l'OEA

Introduction

A quelques semaines de la coupe du monde de football qui se déroulera en Corée du Sud et au Japon en juin 2002, l'Uruguay vient de se qualifier dans une ambiance « sud américaine » face à l'Australie. Les incidents qui ont émaillé cette qualification rappellent, dans une moindre mesure, ceux concernant l'élimination sanglante du Honduras par le Salvador lors des éliminatoires de la coupe du monde de 1970 au Mexique. Le football avait alors cristallisé le nationalisme des deux pays voisins à un point tel qu'il servit d'élément déclenchant à la crise opposant ces deux états d'Amérique centrale. Des journalistes américains en mal de scoop ont baptisé cette crise la « guerre du football », un surnom que les deux pays réfutent car il ne s'agit pas du tout d'une guerre folklorique. Ce surnom peut prêter à sourire mais aucune guerre n'est drôle et celle-ci, aussi courte fut-elle, n'échappe pas à cette règle.

En ce début du mois de juin 1969, l'équipe salvadorienne et l'équipe hondurienne se disputaient l'honneur de participer à la phase finale de la coupe Jules Rimet qui allait se dérouler sur les terrains de jeu mexicains, c'est-à-dire sous le signe latino-américain. Dans ce contexte de nationalisme, exacerbé notamment par des tensions démographiques et territoriales, les deux équipes se voyaient promues au rang de porte-drapeau pour faire valoir le bon droit de leur pays respectif. Le match aller eut lieu le dimanche 8 juin à Tegucigalpa, la capitale hondurienne ; il se solda par la victoire du Honduras par 1 à 0 dans un stade houleux. Le match retour du dimanche 15 juin se termina sur le score de 3 à 0 en faveur de l'équipe salvadorienne dans une atmosphère d'émeute que la radio de Tegucigalpa se dépêcha d'exploiter. Ce résultat attisa la tension entre les deux communautés et les Salvadoriens durent émigrer en masse vers la frontière pour fuir les exactions des unités paramilitaires honduriennes. Pour cette raison, cette date du 15 juin marque le point de départ de la crise.

Sous la pression de la rue, le président salvadorien dut rompre les relations diplomatiques avec son voisin et décréter l'état d'urgence à la veille du match décisif (le 26 juin). Les deux équipes s'étaient réparti les victoires et les buts mais il fallait les départager. Elles se retrouvèrent donc le 27 juin à Mexico pour la « belle ». Les radios et les télévisions des deux pays appelèrent littéralement à la guerre. Sur le terrain, le Salvador se qualifia dans deux camps. De nombreux morts et blessés furent à déplorer. Le cycle de la violence était déclenché et la situation ne pouvait plus se résoudre que dans la force comme cela s'était souvent produit par le passé dans ces deux pays. Ainsi, le 14 juillet, vers 18 heures, à l'heure où l'ambassadeur de France à Tegucigalpa célébrait, avec ses invités, la fête nationale dans sa résidence, un C-47 des forces aériennes

salvadoriennes survola l'aéroport de la capitale hondurienne et lança trois bombes par la porte arrière avant de rentrer à sa base. La « guerre du football » venait de commencer.

Hormis ce rapprochement avec l'actualité sportive, l'étude de cette crise présente plusieurs champs d'intérêt. Tout d'abord, il s'agit bien d'une crise selon la définition de Patrick Lagadec. « C'est une confrontation à des problèmes hors échelle coutumière, à des dérives potentiellement inexorables, à la nécessité d'agir alors précisément que l'on voit se dissoudre les références qui jusqu'ici permettaient de guider, d'encadrer, de donner sens et valeur à l'action individuelle et collective¹ ». Ensuite, cette crise est clairement identifiée dans le temps, permettant dès lors une étude exhaustive par les historiens et autres géopoliticiens. L'artefact de la crise ne s'est d'ailleurs pas prolongé au-delà de quatre jours, ce qui a valu à cette crise le deuxième surnom de « guerre des cent heures ». Ensuite, cette « mini-guerre », au regard du nombre de morts², s'est cantonnée aux limites géographiques de l'isthme centraméricain. Aussi, pour son caractère limité à la fois dans le temps et dans l'espace, la « guerre du football » peut servir d'exemple pour la dissection d'une crise, nous aider à mieux comprendre ce qui la fonde, ce qui définit son développement et ce qui en marque la fin. Cette étude nous permettra d'ailleurs de mettre en lumière l'originalité de cette crise, à savoir que l'on peut observer chronologiquement deux crises dans la crise. Lagadec schématise ainsi la crise selon trois phases : un pic, une phase de plateau et un décrochage brusque. Ce schéma, nous allons le retrouver à deux reprises pendant la guerre du football (cf annexe 2).

Nous allons donc décortiquer ensemble cette période dense de 49 jours et la découper en deux phases. Aussi après avoir brossé un portrait rapide du contexte, indispensable toutefois pour saisir le déroulement de la crise, nous entrerons de plein pied dans le sujet pour analyser les critères qui prévalent lors de la montée vers la guerre (du 17 juin au 14 juillet) puis ceux qui entraînent la résolution de la crise (du 14 juillet au 3 août) à travers le double éclairage militaire et diplomatique.

1- Bref aperçu du contexte de la crise

La crise entre le Honduras et le Salvador n'éclate évidemment pas par le plus simple des hasards en ce 15 juin 1969. Bien que de nombreux critères rapprochent ces deux états frères de

¹ Lagadec.P. *Apprendre à gérer les crises*. Les éditions d'organisation. juin 1993. p 31.

² Les trois principales agences de presse (AFP, Reuters, AP) évaluèrent à 3000 morts au moins le nombre de victimes dans les deux camps, « suivant des informations puisées à bonne source ». En réalité, deux éléments permettent de relativiser ces chiffres : d'une part, les deux belligérants ont avoué plus tard des pertes moins sévères et d'autre part, le faible volume de prisonniers échangés plaide en faveur d'une révision à la baisse des chiffres avancés par les agences de presse.

l'isthme centraméricain³, il importe de dessiner brièvement le contexte de la crise en précisant que la « militarité » des deux pays concourt à l'engagement dans la guerre et en s'appuyant sur les deux points de cristallisation du contentieux, à savoir la population et les revendications territoriales.

11- La « militarité » des deux états

Les deux présidents sont des colonels dont les pays sont soumis à de graves difficultés économiques et vulnérables à la pression de la rue.

111- Le Honduras, un régime militaire sous pression

D'un côté, le Honduras est marqué par une instabilité politique récurrente puisque, de 1949 à 1963, le pays connaît quatre coups d'état ; le dernier en date ayant été mené, en octobre 1963, par le colonel Oswaldo Lopez Arellano qui renversa, de manière « préventive », le président libéral Villeda Morales (1956-1963) accusé d'être communiste. En effet, depuis la prise de pouvoir par Castro en 1959, des mouvements de subversion éclatent en Amérique latine, faisant craindre un plan global de déstabilisation du continent fomenté avec l'aide des Soviétiques. Les milieux politiques traditionnels se montrant impuissants, ils doivent rapidement céder la place aux militaires avec le soutien plus ou moins visible des Etats-Unis. C'est donc à la faveur d'un *pronunciamiento*⁴ que Lopez Arellano s'est emparé du pouvoir et c'est dans un contexte d'instabilité politique qu'il tente de s'y maintenir. Les circonstances ne lui sont pas favorables : accroissement de la dette, perception d'un déséquilibre dans les rapports économiques du Marché commun centraméricain (MCCA)⁵, pression des grands propriétaires terriens. La situation se tend à partir de 1968 : des organisations d'ouvriers et de paysans manifestent pour faire appliquer la réforme agraire édictée en 1962. Ces mouvements de grève qui culminent pendant le premier semestre 1969, entraînent le Honduras au bord du chaos. Le colonel Lopez Arellano se trouve soumis à la pression de la rue car, comme ses prédécesseurs l'avaient fait avant lui, il avait proposé, en arrivant au pouvoir, un programme alléchant en matière de modernisation économique et de redistribution des terres. Des promesses qu'il n'a pas tenues.

112- Un militaire en minorité, au pouvoir au Salvador

³ Salvadoriens et Honduriens sont respectivement descendants des Pipils et des Lencas qui ont une origine commune dans la race Maya. Peu après la découverte du Nouveau monde par Colomb, les conquistadors brassèrent ces peuples et leur apportèrent une langue et une religion qu'ils partagent en commun.

⁴ Lit. discours selon la classification des coups d'état établie par Martin-Pannetier A. et SALKIN Y., *Conflits en Amérique latine Essai de typologie*, Fondation pour les études de défense nationale, 1985. p. 101.

⁵ Le Salvador est alors le pôle industriel le plus dynamique d'Amérique centrale et colonise, avec sa production, le marché du Honduras voisin.

De son côté, le Salvador a également connu, dans son histoire récente, de sombres heures de violences. Le début des années 60 est marqué par une succession de « révolutions de palais ». Les militaires succèdent aux militaires. En 1967, lors des élections présidentielles, les difficultés s'accumulent (mouvements étudiants et ouvriers). Un autre militaire s'impose : le colonel Fidel Sanchez Hernandez. Cependant, l'opposition progresse nettement et remporte la mise l'année suivante, lors du scrutin des législatives et des municipales. Les révoltes sociales culminent en 1968 lors de la contestation violente organisée par le syndicat des maîtres (l'association nationale des éducateurs salvadoriens, ANDES).

113- Deux pays à la situation politique identique en 1969

Ainsi, les deux pays connaissent une évolution similaire au cours de la même période. L'environnement régional est agité car la révolution cubaine tente de s'exporter dans l'isthme centraméricain. Au plan interne, la succession de coups d'état militaires et de « révolutions de palais » montre l'absence d'unité des forces armées face aux difficultés économiques et sociales auxquelles doit faire face leur gouvernement. Resserrons la focale : dans cet ensemble de « petits pays », les militaires sont rarement portés au pouvoir par une voie légitime. Dans les deux états considérés, la mise à l'écart des civils est de plus en plus contestée par la rue. Une certaine forme de contre-pouvoir s'y met en place sous la forme de syndicats ou de mouvements ouvriers ou étudiants. Les militaires au pouvoir ne savent pas comment réagir face à cette contestation, eux qui connaissent seulement la technique militaire du coup d'état pour résoudre les crises internes.

Les gouvernements du Honduras et le Salvador sont aux abois en 1969, prêts à tout pour se maintenir au pouvoir après des années de promesses non tenues et c'est la rue qui prend désormais l'initiative dans la vie politique des deux pays. Un exemple peut en être fourni par le rassemblement d'union nationale qui a lieu à San Salvador, le 21 juin 1969, suite aux expulsions de milliers de paysans installés au Honduras. Le colonel Sanchez Hernandez comprend alors qu'il n'a pas d'autre choix que de durcir sa position à l'égard de son voisin s'il veut conserver son poste et ne pas être victime, à son tour, d'un coup d'état (cf annexe 3).

Le contexte est favorable à la xénophobie. La population, dans son sens générique, fournit à chacun l'occasion de porter l'attention sur son voisin pour masquer ses propres difficultés.

12- La population, enjeu majeur de la crise

121- Un déséquilibre démographique entre les deux pays

En se référant aux données statistiques du SIECA⁶ (*Secretaria permanente del tratado general de integracion economica centroamericana*), le Salvador, avec ses 20 935 Km² est d'une manière imagée, enchâssé dans le Honduras qui développe, quant à lui, une superficie cinq fois supérieure à son voisin (112 088 Km²).

En 1969, le Honduras est peuplé seulement de 2 520 000 habitants ; le taux de peuplement est donc seulement de 23 habitants au km². Bien sûr, cette densité est toute théorique car de nombreuses régions sont inhabitées. En effet, 45 % du territoire sont couverts par des forêts ; en outre, le centre du pays, montagneux, ainsi que les côtes lagunaires du Sud-Est connaissent un faible peuplement. En bref, ce pays peut encore absorber un fort courant d'immigration.

Le Salvador, à l'inverse, doit faire face à un accroissement soudain de sa population en raison des progrès réalisés en matière de santé publique (vaccination contre la fièvre jaune, introduction de nouveaux médicaments comme les antibiotiques). Avec 3 320 000 habitants, le pays atteint une densité critique de 158 habitants au km². La pression démographique est forte au Salvador et ce, d'autant plus qu'elle est relayée par une structure agraire problématique : seules 11 % des terres appartiennent aux paysans alors que 1 à 2 % de la population en possèdent 60 %. Cette situation explique en partie le mouvement massif d'exode rural dans les années 60 au Salvador. De nombreux paysans quittèrent leur vie misérable pour aller chercher du travail à la ville mais l'industrie ne put fournir un emploi à chacun.

Ces deux pays que tout rapproche (histoire, géographie, culture...) ont en revanche, malgré les apparences, une point de crispation quant à la population car il existe un vide démographique au Honduras or un pays surpeuplé voisin d'un pays quasi vide est souvent pris par le vertige de l'expansion ; c'est une loi de physique élémentaire qui doit amener les géopoliticiens à observer les densités démographiques en préalable à l'étude d'un conflit.

122- Une tradition de mouvements migratoires du Salvador vers le Honduras

Toutefois ces échanges migratoires se produisent déjà depuis longtemps, non seulement dans les deux pays de notre étude mais également dans l'ensemble des états de l'isthme centre américain. A cela, plusieurs raisons.

⁶ SIECA : *Quinto compendio estadístico centroamericano*. Ciudad de Guatemala. Septembre 1967, pp 5 et 25.

Tout d'abord, le Salvadorien est réputé travailleur et intelligent. Contraint de quitter son pays pour cause d'absence de réforme agraire et de faibles capacités d'emploi, de nombreux Salvadoriens ont essaimé dans les autres pays de l'Amérique centrale⁷. Conscient des qualités d'adaptation de ses voisins, le gouvernement hondurien offre gratuitement, au début du siècle, des terres à des émigrants salvadoriens. C'est ainsi que la mise en valeur agricole de la côte atlantique (San Pedro Sula et Puerto Cortez) leur est due pour une large part. Parallèlement, à l'époque de la première guerre mondiale, les compagnies bananières américaines (*United fruit* et *Standard fruit*) implantées au Honduras, recrutent au Salvador les paysans volontaires qu'elles n'arrivent pas à embaucher localement. La porosité de la frontière honduro-salvadorienne et le patrimoine commun des deux nations ont amplifié ce mouvement migratoire. Des foules de paysans salvadoriens se sont ainsi rendues au Honduras, souvent à pied, équipés d'un maigre bagage porté sur le dos. Ces mouvements étaient connus des autorités des deux pays mais ils n'étaient toutefois pas recensés. Chacun y trouvait son intérêt : les Salvadoriens profitaient d'une « soupape de sécurité » dont le rôle consistait à désengorger artificiellement le pays ; le Honduras, lui, acceptait sans difficulté une population de travailleurs dociles parfaitement adaptés aux conditions locales. En outre, il s'avérait difficile, voire impossible de quantifier ces mouvements car il était à la fois trop compliqué et trop onéreux pour ces paysans illettrés et miséreux d'être officiellement enregistrés.

Ainsi, au moment de la guerre, l'on pouvait estimer que, pour toutes ces raisons, le nombre de résidents salvadoriens au Honduras s'élevait peu ou prou à 300 000 personnes. Par conséquent, on peut en conclure que un habitant du Honduras sur huit était un ressortissant salvadorien ; de même, 10 % de la population salvadorienne se trouvait installée chez son voisin hondurien.

123- La perception d'un danger

Il convient de souligner ici l'apparente contradiction entre le bon déroulement de ces échanges et la perception par les Honduriens du danger que représentent les Salvadoriens.

Peu d'éléments permettent de dater le changement de perception des Honduriens. Toutefois, un certain nombre de faits peuvent être mis en exergue pour expliquer le rôle central joué par la population dans la crise. Nous l'avons écrit supra : les Salvadoriens, par leurs qualités de travail, ont su rapidement s'adapter dans l'agriculture et ont largement contribué à la mise en valeur de certaines régions honduriennes. Les richesses agricoles de ce pays étaient donc concentrées dans les mains des Américains pour le capital et des Salvadoriens pour la main d'œuvre. De plus, le commerce et la petite industrie étaient dirigés par les *Turcos*, des émigrés d'origine palestinienne

⁷ Ainsi, en 1969, on recensait 100 000 Salvadoriens au Guatemala et autant au Nicaragua.

venus après la première guerre mondiale. Enfin, les mines d'or et d'argent des régions montagneuses du centre du pays employaient également de nombreux émigrés salvadoriens. Ce sont donc des pans entiers de l'économie hondurienne qui se trouvaient *de facto* dans des mains étrangères. Le risque d'assimilation dans la nation salvadorienne commençait de poindre. Cette perception inconsciente et collective du danger se concrétisa, au début des années 60, par la mise en cause progressive des migrants salvadoriens. Il est vrai que les mouvements migratoires entre les deux pays se faisaient presque exclusivement à destination du Honduras et qu'ils étaient anarchiques et non recensés.

Une convention fut donc signée par les dirigeants de Tegucigalpa et de San Salvador le 24 juin 1962 afin de régler le statut des ressortissants salvadoriens. Le gouvernement du Salvador était d'ailleurs très impliqué dans cette démarche car il ne souhaitait pas voir le retour au pays d'une population d'exilés que ni l'agriculture ni l'industrie n'auraient pu absorber. Les mesures envisagées consistaient à accorder toutes facilités aux migrants pour obtenir la nationalité hondurienne ou, à défaut, l'autorisation de résidence définitive. Mais les modalités d'application furent peu ou mal exécutées, parfois volontairement. Quelques expulsions envenimèrent peu à peu la relation entre les deux pays mais il apparaît toutefois que ces expulsions furent le fait d'actions isolées sur le terrain et non le fruit d'une action politique concertée.

L'année 1965 est marquée par une impulsion forte donnée au règlement de cette question migratoire. Sous les auspices du secrétaire général de l'Organisation des Etats Centraméricains (ODECA), une rencontre entre les deux chefs d'état fut organisée le 24 juillet 1965. Ce sommet aboutit à la déclaration de Marcala, première étape d'une démarche qui se conclut le jour de Noël ; c'est en effet le 25 décembre 1965 que fut signé le traité sur les migrations entre les deux pays. Il va sans dire que le principal bénéficiaire de ce traité était le Salvador car, même si quelques Honduriens s'étaient installés au Salvador⁸, le mouvement migratoire restait majoritairement le fait des paysans salvadoriens vers le Honduras. Fin janvier 1966, le traité était ratifié par les deux pays, soit six mois seulement après l'impulsion initiale donnée par le secrétaire général de l'ODECA.

13- La terre, deuxième enjeu de la crise

Nous l'avons vu plus haut : les populations de l'isthme centraméricain partageaient en commun un passé colonial. Sur le plan social, l'inégalité fondamentale de ce régime colonial se perpétuait en 1969, en raison du maintien d'immenses « *latifundias* » (grandes propriétés foncières)

⁸ Dans un opuscule (*la verdad sobre el conflicto bélico entre El Salvador y Honduras*, Imprenta nacional de El Salvador, août 1969, pp 4 et 5), le Secrétariat à l'information de la présidence de la République rappelle que, malgré les tensions entre les deux pays, l'université d'El Salvador a toujours continué de former des étudiants honduriens aux carrières de médecins, dentistes, pharmaciens, avocats et ingénieurs et que plusieurs d'entre eux s'y sont définitivement installés.

à l'efficacité économique douteuse et aux conséquences humaines contestables. Face à l'expansion démographique, les militaires au pouvoir dans les deux pays n'avaient pas su, malgré leurs promesses, réformer le système de répartition des terres. Or, cette réforme agraire dont on a perdu le sens en Europe, est toujours, en Amérique latine, un souci majeur pour lequel des paysans faméliques sont prêts à tuer et à détruire.

131- Revendications honduriennes sur les terres cultivées par les Salvadoriens

Sous la double pression de la masse paysanne (76,8 % de la population hondurienne est rurale) et de puissantes organisations de grands propriétaires terriens désireux d'étendre encore leurs « *latifundias* » sur les terres occupées par les résidents salvadoriens, les dirigeants de Tegucigalpa font voter dès 1962, une première loi de réforme agraire⁹. Le président Villeda Morales, qui sera renversé un an plus tard, acquiert ainsi un grand prestige auprès des paysans en voulant récupérer sans indemnité les terres occupées sans titre par les étrangers¹⁰ pour les redistribuer aux nationaux. Pour établir juridiquement l'illégalité du statut de la quasi totalité des cultivateurs salvadoriens au Honduras, le gouvernement hondurien avait prévu un plan d'aménagement des terres appartenant à l'état et aux municipalités en faveur des Honduriens de naissance et il enjoignit aux Salvadoriens de se montrer plus « fair play » vis-à-vis d'une administration dont l'indulgence ne pourrait s'éterniser. Mais comment l'auraient-ils pu alors que leur installation avait précédé de plusieurs dizaines d'années cette loi et que, de plus, rares étaient ceux qui avaient entre temps réussi à légitimer la possession de leurs terres en raison justement du manque de documents nécessaires que leur refusait le gouvernement hondurien !

Rappelons nous le contexte du moment et les grèves très dures qui paralysent le Honduras pendant le premier semestre 1969. Sous la pression de la rue et les manipulations des propriétaires de « *latifundias* », le président de l'Institut national agraire du Honduras, fondant sa démarche sur la loi, adresse, le 30 avril 1969, une lettre de mise en demeure à tous les Salvadoriens installés sur les terres nationales ou municipales d'avoir à les rendre avant le 30 juin de la même année. Les termes de la lettre et les délais extrêmement réduits obligeaient le gouvernement salvadorien à réagir immédiatement. Cette démarche presque martiale en ce sens qu'elle était annonciatrice d'inévitables débordements armés fut, à n'en pas douter, cautionnée par le colonel Lopez Arellano qui avait quelques bonnes raisons de penser que son ancien homologue salvadorien, le colonel Adalberto Rivera avait tenté de le faire renverser. Le gérant de l'Institut de colonisation rurale du Salvador fut envoyé en mission à Tegucigalpa et obtint des garanties quant à un retour à une

⁹ Nombre de réformes ou de pseudo-réformes agraires lancées après 1962 en Amérique centrale, obéissent à des considérations diplomatiques pour se conformer aux vœux des Etats-Unis.

¹⁰ C'est-à-dire essentiellement les Salvadoriens.

situation normale alors que dans le même temps, les compagnies du corps spécial de sécurité entreprenaient, dans les campagnes, des opérations d'intimidation à l'encontre des immigrés et ordonnaient aux Honduriens de ne négocier ni maisons, ni récoltes, ni bétail aux futurs expulsés. Cette « épuration ethnique » conduisit les premiers réfugiés ruinés sur les routes de l'exil et du retour. La presse salvadorienne commença d'en faire état le 7 juin 1969, soit la veille du match aller entre les deux équipes de football.

132- Les revendications territoriales du Salvador

La notion de territorialité ne concerne pas seulement la possession de parcelles de terres mais aussi le mythe de la frontière. En Amérique centrale, les enfants dans les écoles tout comme les recrues dans les bataillons d'instruction en parlent avec respect. Aussi n'est-il pas surprenant que ces lignes géométriques, matérialisées sur le terrain par des bornes ou des panneaux, peuvent rapidement devenir des capitales de champ de tir. De nombreux incidents de frontières eurent lieu dans l'isthme centraméricain dans les années 60. Ces incidents s'appuyaient sur l'absence de délimitation précise des frontières issues de l'indépendance. Le Honduras connut ainsi des conflits de frontière avec ses deux autres voisins : le Guatemala et le Nicaragua¹¹.

De son côté, enfin, le Salvador, pays surpeuplé, regardait avec convoitise, le territoire sous-peuplé de son voisin hondurien susceptible de lui apporter une profondeur stratégique. De plus, le Salvador souffrait du complexe de mono-océanité dans cet isthme où le Nicaragua, le Panama et le Honduras se prévalaient de l'avantage géopolitique que leur conférait la bi-océanité. Ainsi, au lourd contentieux économique et migratoire qui opposait les deux voisins, venaient désormais s'ajouter les problèmes de frontières car, depuis longtemps déjà, le Salvador revendiquait 4 « *bolsones* » ou parties de territoire sous souveraineté hondurienne mais où vivaient en majorité des immigrés salvadoriens. Il est intéressant de souligner ici que les premiers incidents notables interviennent alors que les élections présidentielles de 1967 au Salvador voient progresser l'opposition au régime militaire et que dans le même temps des mouvements sociaux très durs paralysent le pays. Donc les 23 et 25 mai de cette année-là, des Salvadoriens viennent se saisir d'un Hondurien coupable du meurtre d'un de leurs compatriotes . La tension n'est pas encore retombée que le 29 mai, deux patrouilles s'affrontent sur la frontière. Enfin, à la même époque, un convoi de 2 officiers et 39 soldats pénètre au Honduras, traversant le poste frontière d'El Poy avant d'être capturé dans la ville

¹¹ Fixée sur le cours du rio Coco jusqu'au Cap Gracias, la frontière honduro-nicaraguayenne avait été progressivement déplacée vers le nord à la fin du 19^{ème} siècle. Mais l'arbitrage du roi d'Espagne en 1906, demandé par les deux parties, ramena la frontière à son bornage initial, sur les rives du rio Coco. Une décision de l'Organisation des Etats Américains (OEA) confirma cette décision après que le tracé fut à nouveau contesté dans les années 50.

de Nueva Ocotepeque. Les explications données par les officiers¹² ainsi que les multiples versions des autorités salvadoriennes amènent les Honduriens à considérer cet acte comme une agression.

Ainsi, en 1969, le contexte de « la guerre du football » est en place. Le conflit s'inscrit dans une triple problématique bilatérale :

- des difficultés politiques dans des pays mal gouvernés par des militaires se sachant vulnérables selon la longue tradition des coups d'état ;
- une population d'émigrés salvadoriens rapidement désignée du doigt comme la victime expiatoire par les Honduriens ;
- un déséquilibre criant dans la répartition des terres auquel s'ajoute un litige frontalier.

Après avoir brossé le décor de la crise, il convient désormais d'en démonter l'engrenage pièce par pièce à la manière d'un horloger suisse. Intéressons nous tout d'abord à la période de la crise qui précède la guerre, c'est-à-dire du 15 juin au 14 juillet. La « militarité » que nous avons soulignée participe de cet engrenage vers un règlement par les armes. Dépassés par les médias dans une communication de crise qui leur échappe, les deux présidents se focalisent sur les deux aspects déjà évoqués : la population de migrants salvadoriens et la frontière. Sous-dimensionnée et mal préparée, la diplomatie régionale de l'Organisation des états centraméricains (ODECA) est mise en échec.

2- Etude de la crise dans la phase préparatoire à la guerre (15 juin-14 juillet)

21- La responsabilité des médias dans le déclenchement des opérations armées

Du début du mois de juin jusqu'au déclenchement des opérations armées, l'action des médias peut être découpée en trois temps.

A partir du 16 juin, au lendemain de la victoire contre le voisin hondurien, les journaux salvadoriens contribuèrent à exciter l'opinion publique, titrant sur les 17 000 réfugiés en provenance du Honduras, dénonçant « ceux d'en face » qui ne respectaient même pas les droits fondamentaux de la personne humaine. La presse alla jusqu'à employer les termes bellicistes d'extermination et de génocide et appela à venger à tout prix les compatriotes humiliés. Toutefois, la radio salvadorienne, aux ordres du gouvernement, se contenta, dans un premier temps, d'une protestation énergique, laissant une ultime chance à un règlement diplomatique. Dans un deuxième temps, les Honduriens, de leur côté, n'acceptèrent pas ce qu'ils appelèrent « l'ingérence salvadorienne dans les affaires

¹² Les officiers déclarèrent s'être endormis ; ils auraient ainsi curieusement franchi la frontière sans rencontrer aucun garde de chaque côté.

intérieures de la République » et dénoncèrent, par la voix de la radio de Tegucigalpa, « la cinquième colonne » formée par les 300 000 émigrés salvadoriens qui avait pu se développer « grâce à la patience et à la tolérance des populations du Honduras ». Le gouvernement ajoutait par le truchement des journalistes radio que la remise en ordre des affaires intérieures ne regardait que lui. Cette attitude ne pouvait qu'exaspérer la population salvadorienne. Les deux radios appelèrent dès lors, littéralement à la guerre. La radio salvadorienne était, à son tour, entrée dans la phase militaire, débordant l'aspect diplomatique privilégié dans un premier temps.

L'analyse du rôle des médias dans la crise permet de souligner que les seules sources d'information de la population sont la presse écrite et la radio nationales. Ce dernier adjectif met en exergue la possible manipulation de l'information par des journalistes dépendants du public. Les quelques journalistes indépendants présents sur place font face à l'absence de recoupements des faits qu'on leur présente comme avérés (comment ne pas être manipulés ?) ; leurs informations doivent, de plus, subir un décalage de publication compte tenu des difficultés du terrain et de transmission. Par ailleurs, il faut préciser que les médias nationaux n'ouvrent pas leurs colonnes ou leurs micros à ceux qui pensent que la guerre peut encore être évitée. C'est le règne du politiquement correct et de la pensée unique. Ces informations ont essentiellement trait à l'exode de la population d'origine salvadorienne du Honduras.

22- La population dans la crise

221- La population émigrée salvadorienne, objet de toutes les manipulations

La presse salvadorienne relate les récits poignants de ses compatriotes expulsés et publie des statistiques alarmantes. L'accent est mis sur le traitement inhumain réservé à ces expulsés. On parle de génocide et d'extermination. Les accusations sont portées par les réfugiés installés dans de précaires campements de toile. L'opinion publique chauffée à blanc ne demande qu'à venger « à tout prix » ses compatriotes humiliés. Les étudiants salvadoriens ne sont pas en reste non plus car ils lancent un appel à la mobilisation. Les autorités politiques restent toutefois, dans un premier temps, mesurées dans leurs propos et les diplomates salvadoriens se contentent d'une « protestation énergique » à l'encontre des autorités honduriennes. De leur côté, les médias honduriens, essentiellement la radio de Tegucigalpa, dénoncent le danger que peuvent représenter 300 000 Salvadoriens sur leur territoire, n'hésitant pas à les qualifier de « 5^{ème} colonne » qui a pu se développer « grâce à la patience et à la tolérance des populations du Honduras. Chacun exagérait certainement afin de convaincre non seulement une opinion publique déjà acquise mais aussi le monde entier de son bon droit.

En réalité, il convient de s'arrêter quelques instants sur cet aspect.

222- La réalité des faits

Après les quelques expulsions qui eurent lieu de 1962 à 1965, il semble que le premier mouvement de masse se produisit en 1968. 500 Salvadoriens dépourvus de documents sont raccompagnés jusqu'à la frontière par des meneurs haineux qui scandent : « Salvadoriens, si vous êtes décents, ayez la décence de sortir du Honduras ! ». L'année suivante, en avril puis en juin 1969, l'attitude des Honduriens se durcit encore ; les forces de police du Corps spécial de sécurité ainsi que des civils organisés en bandes armées¹³ obligent 63 Salvadoriens à quitter le pays ruinés et humiliés. Nous sommes alors à quelques jours des éliminatoires du « mondial » de football. La défaite hondurienne du 15 juin à San Salvador se traduit, sous l'impulsion de la radio de Tegucigalpa, par des pillages et des exactions contre la population d'origine salvadorienne. Marcel Niedergang titre ainsi dans *Le Monde* daté du 17 juin 1969 : la fièvre monte à El Poy. Le journaliste décrit l'exode de 25 000 Salvadoriens dans cette petite ville frontière. Le chiffre est sans doute exagéré.

Cette date du 15 juin sert donc de borne chronologique pour marquer le début de la crise. Elle correspond aux mouvements d'exode massif des migrants salvadoriens sous l'impulsion des unités paramilitaires honduriennes. Elle est en tout cas, aux yeux des Salvadoriens, le point de départ de la crise ; c'est tout le sens de la lettre envoyée au président du Conseil de sécurité de l'ONU le 15 juillet 1969 et destinée à justifier l'intervention des forces armées salvadoriennes au Honduras. Au total, les Salvadoriens évaluent à 80 000, le nombre de réfugiés provenant du Honduras à la fin du conflit. Il n'a toutefois pas été possible de confirmer cette estimation ni de connaître le volume de population qui est revenu au Honduras après la guerre. Il apparaît que, contrairement à ce que l'on aurait pu penser, les émigrés honduriens au Salvador, de leur côté, n'aient pas eu, dans l'ensemble, à se plaindre de mauvais traitements par les Salvadoriens.

Ce mouvement de population pourrait enfin s'expliquer par les deux raisons suivantes. D'une part, le gouvernement hondurien n'avait pas les moyens de s'opposer aux paysans après les mouvements de grève du premier semestre 1969 car les ruraux représentaient plus de 76 % de la population au recensement de 1962. Il était donc facile de rejeter l'absence de réforme agraire sur les Salvadoriens, « occupants illégaux de la terre hondurienne ». D'autre part, au Salvador, il semble que le contexte de fragilité politique du colonel Hernandez ait incité tant l'opposition que la

¹³ Ces bandes armées étaient appelées parfois « Manchas bravas » (expression intraduisible littéralement mais qui exprime pour des anciens combattants la fierté latine de porter des cicatrices obtenues au combat).

majorité à faire revenir par tous les moyens (promesses de travail et de terres) au Salvador des milliers d'émigrants susceptibles de venir grossir leurs rangs. C'est en tous cas la thèse de l'adjoint du ministre du Travail hondurien qui précisait par ailleurs que l'exode de l'ensemble des Salvadoriens provoquerait une grave crise économique dans son pays et rejette donc la responsabilité du conflit sur le Salvador. Enfin, pour être complet, il faut bien souligner que les deux pays avaient chacun une raison économique évidente de maintenir le *statu quo* ; pourtant, dans ce conflit qui se profile, la population sert de faire-valoir et d'otage pour masquer de chaque côté les lézardes de l'édifice gouvernemental et la mauvaise application des programmes de développement.

23- Les conflits de frontière

Après les violents incidents de mai 1967, les deux pays avaient adopté des mesures en commun (mise en place d'une commission mixte) qui pourtant ne suffirent pas pour résoudre les litiges récurrents en matière de respect de la frontière. Les incursions terrestres et aériennes se multiplient à quelques jours du conflit. Le 3 juillet 1969, le Salvador dénonce l'attaque du poste frontière d'El Poy par un appareil hondurien et accuse les troupes honduriennes d'avoir franchi la frontière à Cueva del Ermitaño. Le même jour, deux *T-28D* de la Force aérienne hondurienne (FAH) interceptent un *Piper PA-28 Cherokee* immatriculé au Salvador et le forcent à atterrir, accusant le pilote d'espionnage pour le compte de l'armée salvadorienne. Le lendemain, le Honduras proteste contre les viols réitérés de son espace aérien. Le 9 juillet enfin, Tegucigalpa annonce une incursion de soldats salvadoriens en direction du village de Colomoncagua (département de Lempiras).

Le conflit de territorialité s'inscrit donc dans la continuité logique de l'expulsion des Salvadoriens ; il en est la conséquence, du moins en 1967. Toutefois, au moment de la crise, les violations de frontières doivent être observées uniquement sous l'angle des préparatifs militaires.

24- L'échec de la diplomatie régionale

241- Le cadre diplomatique général

Dans la phase de montée en puissance de la crise, c'est-à-dire dans la période du 15 juin au 14 juillet, trois organisations sont sollicitées par les belligérants ou interviennent d'initiative pour un règlement diplomatique de la crise. Sur une échelle d'importance croissante, ces trois organisations sont :

- l'Organisation des Etats centraméricains (ODECA) ;

- L'Organisation des Etats Américains (OEA) ;
- L'organisation des Nations Unies (ONU).

En réalité, seules les deux premières organisations auront un rôle actif dans la crise, l'ONU servant davantage de chambre d'enregistrement des plaintes des deux parties et laissant toute initiative à l'OEA pour aboutir à un règlement du conflit. C'est pourquoi nous ne détaillerons ici que le fonctionnement de l'ODECA (l'OEA sera étudié dans la troisième partie).

242- L'Organisation des Etats centraméricains (ODECA)

Après plusieurs échecs de tentatives de fédération au XIX^{ème} siècle, les cinq états de l'isthme¹⁴ signaient le 14 octobre 1951 la charte de San Salvador qui organisait, sans les Etats-Unis, une union douanière, une université centraméricaine et une flotte commune. Cet accord¹⁵ fut validé en décembre 1962 par ces mêmes états qui décidaient de donner une impulsion nouvelle à cette « communauté economico-politique¹⁶ ». La nouvelle charte de San Salvador devenait ainsi le document fondateur de l'Organisation des Etats Centraméricains (ODECA), nom officiel donné à cette organisation à la date de ratification de l'ensemble des signataires, soit le 30 mars 1965. Les cinq cosignataires avaient à leur disposition le moyen de prévenir le conflit en recourant à « l'organe suprême » (c'est-à-dire la conférence des chefs d'états dont il faut bien dire que les sessions étaient exceptionnelles) ou, à défaut, à « l'organe principal » composé des ministres des Affaires étrangères (Art. 3). L'ODECA met en place, à sa création, un certain nombre d'instances dont l'efficacité reste toutefois à démontrer. C'est ainsi que l'on trouve notamment un Conseil législatif visant à unifier les législations nationales, une Cour de justice centraméricaine et un Conseil de défense centraméricain.

243- L'échec de l'ODECA pendant la phase de montée de la crise (15 juin-14 juillet)

Rappelons tout d'abord en préalable que l'ODECA s'était déjà saisie à deux reprises du différend honduro-salvadorien. Son secrétaire général avait été le principal instigateur de la déclaration de Marcala en 1965, point de départ du Traité sur les migrations signé en décembre de la même année. De même, suite aux graves incidents frontaliers des 23, 25 et 29 mai 1967, le secrétaire général adjoint de l'organisation se saisissait à nouveau. Sans succès cette fois.

Dans la phase de montée en puissance de la crise, il est à noter que c'est à nouveau l'ODECA qui se saisit comme médiateur entre les deux parties car ni le Honduras, ni le Salvador

¹⁴ Ces cinq états sont le Guatemala, El Salvador, le Nicaragua, le Honduras et le Costa Rica.

¹⁵ Bien que signé au Panama, cet accord était appelé « nouvelle charte de San Salvador ».

¹⁶ Article premier de la charte.

n'ont fait appel à ses services. Pourtant l'ODECA a failli dans la phase de prévention de la crise. L'organisation n'a pas su décrypter l'importance des signaux de faible ou moyenne intensité (expulsions, incidents de frontière répétés). Les chancelleries des trois autres états centraméricains, le Costa-Rica, le Guatemala et le Nicaragua proposent bien tardivement (le 7 juillet) d'envoyer des observateurs à la frontière honduro-salvadorienne afin de garantir le maintien effectif de la paix. Elles recommandent de plus aux deux états « d'éviter toute concentration de troupes à moins de 5 km des frontières communes ». Le jour même, le Honduras, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, accepte les propositions des trois médiateurs. Le Salvador, de son côté, a déjà fait le choix de l'OEA comme interlocuteur dans la crise et ne donne pas suite aux propositions de l'ODECA. Le 9 juillet, à la suite d'une incursion de soldats salvadoriens près du village de Colomoncagua (département de Lempiras), Tegucigalpa sent que l'ODECA est dépassée et se tourne à son tour vers l'organisme consultatif de l'OEA pour réclamer la création d'urgence d'une commission interaméricaine destinée à empêcher tout conflit. A une semaine du début de la crise, l'ODECA n'est plus en mesure de résoudre le différend entre les deux pays. Quelles sont donc les raisons de l'échec de cette organisation ?

244- Analyse de l'échec de l'ODECA

Par son mode de fonctionnement décrit dans la nouvelle charte de San Salvador, l'ODECA était condamnée à l'échec en cas de conflit entre deux de ses membres. L'Organe suprême sensé pouvoir régler les conflits n'était pas en mesure de se réunir compte tenu du climat de tension entre les parties. En outre, l'organe principal composé des ministres des affaires étrangères ne pouvait traiter de questions de fond en cas de désaccord entre deux états car les décisions devaient être prises à l'unanimité. De plus, selon les articles 14 à 16 de la charte, la Cour de justice centraméricaine n'avait pas la compétence pour connaître de conflits entre deux états membres. Enfin, le Conseil de défense, composé des cinq ministres concernés, chargé de la sécurité collective de la région, n'avait pas non plus la compétence de s'immiscer dans les conflits armés entre états membres. Les instances de l'ODECA n'étaient donc pas efficaces pour résoudre ce type de crise « interne ». Deux raisons majeures soulignent l'impuissance de l'ODECA dans cette crise. Tout d'abord, les cosignataires de la charte de San Salvador ayant voulu préserver leur souveraineté nationale, ils n'ont accordé aucune parcelle de supranationalité à l'ODECA. D'autre part, en raison même de ses statuts, l'ODECA s'est révélée incapable de s'affirmer comme une force de police centraméricaine. Cet échec de la diplomatie conduit sur le chemin de la guerre. Comment se prennent alors les décisions ?

25- Le processus décisionnel

251- Les décisions préalables

Ainsi que nous l'avons souligné supra, le président salvadorien subit de manière chaque jour plus prégnante la pression de la rue et de ses compatriotes. Le 21 juin, à l'issue du match retour qui s'est déroulé à San Salvador, l'ensemble de la classe politique salvadorienne fait bloc autour du président Sanchez Hernandez et publie la déclaration d'unité nationale qui figure en annexe 1 de cette étude. Avec le recul du temps, il semble bien que cette union s'est imposée d'elle-même au président sans qu'il l'ait vraiment organisée. La pression de la rue devient assourdissante qui couvre désormais la voix des quelques malheureux qui osent encore croire à un règlement pacifique de la crise. Le 24 juin, la mobilisation des réservistes est décrétée au Salvador. Les deux jours suivants, des manifestations imposantes se déroulent dans le pays ; en outre, l'Association générale des étudiants universitaires salvadoriens (AGEUS) lance un appel à l'engagement sous les drapeaux. C'est donc sous la contrainte de la rue que, au soir du 26 juin, le colonel Sanchez Hernandez fait décréter l'état d'urgence et autorise son ministre des Affaires étrangères à annoncer la rupture des relations diplomatiques avec le Honduras. La voie est désormais libre pour les actions militaires. Nous sommes à la veille du match décisif qui se déroule à Mexico. On perçoit maintenant mieux le contexte d'émeutes dans les tribunes le lendemain, 27 juin. Les opinions publiques, chauffées à blanc par la presse, ne peuvent plus se contenter de gesticulations politiques. Les troupes à pied se massent à la frontière en ce début juillet tandis que les Honduriens, anticipant un raid de l'aviation salvadorienne, organisent, le 12 juillet, l'opération « *Base Nueva* » qui consiste à redéployer les unités de la Force aérienne du Honduras (FAH) de la base principale de Tocontin vers le terrain de La Mesa à San Pedro Sula, situé à l'extrémité Nord-Ouest du pays.

252- L'engagement dans la guerre

Depuis le 12 juillet, les deux armées sont face à face. Le gouvernement salvadorien est poussé à la guerre par son peuple, désireux de venger l'affront fait à ses compatriotes installés au Honduras. Ce même jour, le 12, le porte-parole du gouvernement salvadorien dénonce les tortures dont auraient été victimes des milliers de ressortissants salvadoriens au Honduras. Le lendemain, il brosse, davantage encore, le tableau qui lui permettra d'endosser les habits de la victime (des soldats honduriens se seraient avancés en territoire salvadorien).

Ainsi, le Salvador estime qu'il dispose de la légitimité en retour que lui confèrent les actions inacceptables du Honduras à l'encontre de ses citoyens expatriés. Dans un courrier adressé le 15 juillet au président du Conseil de sécurité, le représentant permanent du Salvador auprès de l'ONU

précise que « considérant la menace hondurienne croissante, le gouvernement d'El Salvador s'est vu obligé, par devoir constitutionnel et pour des raisons de survie, de prendre des mesures pour neutraliser les bases d'où provenait l'agression hondurienne ». Il s'agit donc bien de légitime défense pour les Salvadoriens.

Le 14 juillet au matin, les deux présidents Lopez Arellano et Sanchez Hernandez ont une ultime conversation téléphonique¹⁷ dont la teneur ne sera jamais révélée. Dommage car il s'agit là de la décision d'engagement des forces armées. Dès qu'il raccroche le combiné, le chef de l'état salvadorien demande à ses troupes d'être prêtes à passer à l'action le soir même. Cela signifie en conséquence que le dispositif des forces armées est bien en place et laisse à penser d'autre part que le président salvadorien n'a pas obtenu de gages suffisants de la part de son homologue. Lesquels ? Une modification du tracé de la frontière, un retour sans condition au Honduras des 15 à 20 000 réfugiés salvadoriens ?

Alors, on peut s'interroger encore sur le mécanisme de cette prise de décision. Il faut bien s'imaginer le président Sanchez Hernandez en ce matin du 14 juillet. Il est seul. Son pouvoir est contesté depuis de nombreux mois dans la rue. La population réclame chaque jour vengeance et l'ensemble de la classe politique fait bloc autour de lui. Et qu'attend-on d'un militaire sinon qu'il fasse la guerre lorsque les conditions l'exigent ? C'est donc bien la peur, comme il le déclarera plus tard, de paraître faible devant son opinion publique et d'être victime à son tour d'un coup d'état, qui a poussé le président Sanchez Hernandez à lancer ses troupes contre le voisin hondurien.

Ainsi, la période qui s'achève correspond à une course à la guerre. Chacun participe à cette montée en puissance :

- les journalistes qui excitent la population et transmettent la peur et la haine du voisin ;
- la population de fuyards salvadoriens qui contribuent bien malgré eux à alimenter la xénophobie ;
- les diplomates de l'ODECA qui, par peur de s'engager, nourrissent le conflit au lieu de l'enrayer ;
- les politiques qui, par peur, restent paralysés devant la crise et se font imposer le comportement par la rue.

Les expulsions massives de Salvadoriens à l'issue de la rencontre du 15 juin marquent bien le début d'un cycle de crise tel que le définit Lagadec. A cet artefact se substitue une phase de plateau (de faux plat comme diraient les cyclistes), suite logique du schéma de la crise. Toutefois, la

¹⁷ Il n'a pas été possible de savoir lequel des deux présidents en a eu l'initiative.

tension ne redescend pas en cette fin de cycle, le 14 juillet ; elle remonte au contraire par un nouveau pic qui symbolise l'entrée dans une nouvelle crise. C'est le début de la guerre car le sang doit maintenant couler pour venger les humiliations qu'ont subies les Salvadoriens. Le président Sanchez Hernandez entre à reculons dans la guerre mais il ne peut pas y échapper. Les armes vont parler ; elles sont prêtes d'ailleurs depuis plusieurs jours. Mais la diplomatie, en l'occurrence l'OEA, n'a pas dit son dernier mot.

3- De la guerre à la sortie de crise (14 juillet-3 août)

31- La dimension militaire de la crise

Un élément permet de penser que l'option militaire était retenue depuis quelques temps au moins par les autorités salvadoriennes. Celles-ci envoyèrent une mission aux Etats-Unis dès septembre 1968 aux fins d'acheter des avions de chasse « quels que soient leur prix et leur origine ». Plusieurs particuliers vendirent ainsi des *Mustang* civils (donc désarmés) sur lesquels il fallut installer des berceaux pour les mitrailleuses d'aile, des lance-bombes et des instruments rudimentaires de visée. Les appareils¹⁸ furent en outre équipés de radios provenant de *Jeeps* de l'armée.

311- Les forces en présence

A l'image des deux pays, les deux armées se caractérisent par des traits communs et des différences.

3111- Caractéristiques communes aux deux armées

Tout d'abord, il est à préciser qu'un certain nombre de militaires honduriens dont certains ont rempli de très hautes fonctions dans l'armée de leur pays, ont été instruits par les soins de l'Ecole supérieure militaire du Salvador¹⁹.

Les forces

Une des premières caractéristiques des armées latino-américaines est le patriotisme ; il n'est qu'à assister à des levers de couleurs pour s'en rendre compte. Par ailleurs, le courage des

¹⁸ Le Salvador acquit ainsi 5 *Cavalier Mustang II*, 1 *TF-51 D* et 1 *Mustang CM-750*.

¹⁹ Secretaria de Informacion de la Presidencia de la Republica : *La verdad sobre el conflicto bélico entre El salvador y Honduras*. Imprenta nacional de El Salvador, San Salvador, Agosto de 1969, pp 4 et 5.

combattants est une vertu reconnue de tous ; il relève en partie du « *machismo* » et s'extériorise par la recherche de l'exploit individuel.

Les faiblesses

Il existe tout d'abord une coupure entre le corps des officiers et la troupe mais cette cassure ne reflète-t-elle pas le mauvais équilibre de la société à laquelle ils appartiennent ? Une deuxième insuffisance a trait à l'entraînement des forces. L'instruction est généralement bien assurée jusqu'au niveau de l'unité mais les états-majors ne sont jamais testés quant à leur valeur opérationnelle. Enfin, la défaillance la plus grave du corps militaire concerne l'attrance de certains officiers pour la politique. Les colonels et les généraux, forts d'une expérience acquise parfois à l'étranger ainsi que dans les allées du pouvoir, sont convaincus que l'armée demeure l'institution la plus valable dans la tourmente.

312- Forces et faiblesses de chaque armée

Malgré la difficulté de recueillir des données fiables et recoupées, il semble que les chiffres suivants puissent être retenus.

Du côté de la troupe, l'avantage est sans conteste dans les rangs salvadoriens. L'armée de terre comporte en effet près de 8 000 hommes répartis en 9 bataillons d'infanterie (4 500 hommes) et des unités de la *Guardia nacional* (4 000 hommes). A cette troupe régulière viennent s'ajouter une milice de quelques 60 000 paysans armés et entraînés par l'organisation anticommuniste ORDEN (l'ordre). Cette armée bénéficie, par ailleurs, d'un nombre important de véhicules blindés ainsi que d'un armement puissant (fusils allemands modernes et artillerie de 105 mm).

L'armée de terre hondurienne ne peut aligner que 6 000 hommes environ. Les Honduriens disposent en effet de 3 bataillons d'infanterie²⁰ (2 500 soldats) et d'un certain nombre de compagnies spéciales de sécurité pour la défense du territoire (3 500 hommes). Ces unités militaires et paramilitaires sont mal organisées et mal équipées (vieux fusils américains). Sur le plan de la formation, il n'existe qu'une école pour les sous-officiers que fréquentent également, à l'occasion, les officiers ; ceux-ci, peu expérimentés dans l'art de la guerre, sont plus intéressés par la politique et les pots-de-vin. Avec un tel encadrement, il n'est donc pas surprenant que, pendant le conflit, nombreux furent les cas de désertion d'unités entières.

²⁰ La plupart des bataillons n'atteignaient toutefois pas leur effectif théorique.

L'armée salvadorienne, supérieure en nombre et en équipement, est cependant surpassée dans les airs par une aviation hondurienne plus performante.

La Force aérienne salvadorienne (FAS) aligne 37 aéronefs répartis en 3 unités :

- 18 *Mustang* et 5 *FG-1D* dans le *Grupo de combate* (Groupe de combat) ;
- 4 *C-47* dans l'escadron de transport ;
- 2 *SNJ*, 1 *T-34* et 7 *Cessna* dans l'escadron de reconnaissance.

Cependant, l'importance de cette aviation est toute virtuelle. En effet, la FAS ne dispose que de 34 pilotes qualifiés et, en outre, seuls 10 appareils sont disponibles²¹ pour participer aux combats même si les *C-47* seront utilisés comme bombardiers.

De son côté, la Force aérienne hondurienne (FAH) possède de bons avions, une réelle capacité de projection ainsi que des pilotes de haut niveau qu'elle engagera dans les missions de chasse et d'appui tactique. La flotte de combat se compose de 20 *Corsair* (dont seuls 10 à 12 furent opérationnels) et 5 *T-28D*. La FAS dispose également d'une composante transport d'une douzaine d'appareils (1 *T-33*²², 2 *C-82A*, 6 *C-46* et 3 *PB4Y-2*).

Ainsi, à défaut d'être équilibrées, les forces en présence peuvent se prévaloir chacune d'un avantage (sur terre pour le Salvador, dans les airs pour le Honduras). Il est à noter enfin que les Marines des deux pays n'ont pas été engagées dans les opérations armées même si le Salvador croit avoir déjoué, le 14 juillet, un projet hondurien d'opération amphibie à partir du port de San Lorenzo visant le principal port oriental du Salvador, La Union.

313- Le subtil jeu des Américains pendant la guerre

Tout d'abord, nous avons précisé supra l'intérêt américain pour la région dans un contexte international de mouvements subversifs manipulés par les Russes. C'est donc naturellement que, pour promouvoir la démocratie dans la région, les Américains mettent en place, à la fin des années 50, un programme, le *Military Aid Sales* (MAS), afin de fournir à ces pays des avions et différents matériels militaires. Pour ces deux raisons, les Américains se trouvent impliqués dans le conflit. En effet, pour lutter contre la guérilla communiste, l'armée de Terre salvadorienne est encadrée par la CIA. En outre, dans le cadre du MAS, la Force aérienne salvadorienne dispose de conseillers américains qui suggèrent notamment d'interdire l'emploi de certains aéronefs considérés comme délabrés et dangereux. Enfin, en raison d'un nombre insuffisant de pilotes qualifiés, la FAS doit faire appel, pendant la guerre, à des mercenaires pour piloter les *Mustang*. Deux d'entre eux ont pour nom Jerry Delarm et Red Grey. Ce sont évidemment des...Américains²³. Mais les Etats-Unis

²¹ 5 *Mustang* et 5 *FG-1D*.

²² Ce fut l'unique avion à réaction du champ de bataille.

²³ Ils ne donnèrent pas satisfaction car, selon les Salvadoriens, ils rompaient le contact avec la chasse hondurienne, abandonnant même en plusieurs occasions les avions qu'ils étaient chargés d'escorter.

sont également présents dans ce conflit pour faire respecter l'embargo sur les armes et les produits stratégiques à destination des deux belligérants. C'est la Flotte américaine qui s'en charge de part et d'autre de l'isthme centraméricain. Il convient enfin de préciser la formation subie par le colonel Lopez Arellano à l'école des Amériques de Fort-Gulick située dans la zone américaine du canal de Panama. Le rôle attribué à cette école était de permettre la résistance des armées latino-américaines face aux poussées révolutionnaires²⁴. Les Américains sont donc présents officiellement et officieusement sur tous les fronts dans ce conflit.

314- Stratégie et tactique militaires

Au plan militaire, il apparaît clairement que l'agresseur est le Salvador. Celui-ci ne s'en cache d'ailleurs pas qui met en exergue son « droit irréfragable de légitime défense » ainsi qu'il l'a écrit au président du Conseil de sécurité de l'ONU, considérant toutefois que les agressions répétées contre les Salvadoriens du Honduras valent une réponse militaire. Le 14 juillet, dans la soirée, débutent les premières opérations militaires de la guerre du football. On pourra se reporter utilement à la carte figurant en annexe 1 pour la compréhension des chapitres suivants.

3141- Quelle stratégie pour la guerre ?

La stratégie peut se définir à deux niveaux : politique et militaire.

Au plan politique, à quelle stratégie répond l'agression salvadorienne ? Est-ce une opération de représailles visant à châtier les personnes coupables d'exactions contre les migrants salvadoriens ? L'objectif politique est mal défini mais il paraît raisonnable de penser que les Salvadoriens visent plutôt à occuper Tegucigalpa et à destituer le président Lopez Arellano. Au plan militaire, les objectifs sont plus confus. La dispersion des moyens militaires salvadoriens sur trois axes de pénétration rend, *de facto*, leur efficacité plus aléatoire. Trois objectifs concomitants mais hiérarchiquement différenciés peuvent être observés. Il s'agit de :

- s'emparer des « *bolsones* », ces poches de terrain réclamées depuis longtemps et peuplées d'une proportion importante de migrants salvadoriens ;
- à partir de la route panaméricaine, pousser l'offensive vers Tegucigalpa pour faire tomber le gouvernement de Lopez Arellano ;

²⁴ L'investissement américain fut productif car, dès 1973, l'école comptait déjà 170 diplômés placés à des postes très élevés dans leurs pays (chefs d'états, ministres, commandants en chef d'armées, directeurs de service de renseignement).

- dans le même temps, progresser à partir de la ville frontière de Nueva-Ocotepeque en direction du nord-est vers San Pedro Sula et la côte Caraïbe en vue d'obtenir la double façade maritime²⁵.

3142- Une tactique approximative

Nous connaissons maintenant les objectifs visés par San Salvador. Concrètement, sur le terrain, comment cela se traduit-il ?

L'offensive terrestre

Conformément aux directives du colonel Sanchez Hernandez données au matin du 14 juillet, les opérations débutent dans la soirée. Les premiers coups de feu sont tirés entre 17 et 19 heures par les troupes salvadoriennes. Il s'agit d'une préparation d'artillerie conforme au principe selon lequel toute offensive doit être précédée d'un intense bombardement. Pendant deux heures, plusieurs localités situées près de la frontière sont pilonnées. L'artillerie salvadorienne se concentre particulièrement sur les deux villes frontières d'El Amatillo et d'El Poy. Pourtant curieusement, les premières troupes salvadoriennes ne passeront à l'offensive que vers 5 heures au matin du 15 juillet. Cette « carte de visite²⁶ » permet à l'adversaire, en l'absence de toute déclaration officielle d'hostilités, de mettre en alerte ses unités. La question doit donc être posée : pourquoi le Salvador s'est-il privé de l'avantage que lui procurait la surprise de l'attaque ? Sur le plan militaire, c'est une ineptie que d'entamer une guerre à 18 heures surtout quand on ne dispose d'aucun moyen technique pour combattre de nuit. Alors, on peut s'interroger sur la volonté réelle du président Sanchez Hernandez de remplir totalement ses objectifs stratégiques car c'est lui-même qui a décidé de l'horaire de l'offensive²⁷.

Face à cette attaque perpétrée par une armée bien supérieure en nombre, les Honduriens développent un plan de défense cohérent, c'est-à-dire céder devant les poussées adverses afin de se rétablir sur des positions d'arrêt à 15-20 km à l'intérieur. C'est d'ailleurs ce qui se produit le 15 et le 16 juillet. L'armée salvadorienne peut se prévaloir dès lors d'importants succès sur le front ; elle tente de pousser son avantage en parachutant des troupes d'élite le 16 à El Paraiso, bourgade à forte concentration de migrants, afin d'entraîner ceux-ci dans les combats. Le 17 juillet, la ville de Nueva-Ocotepeque tombe aux mains des forces salvadoriennes et de son chef, le colonel Velasquez surnommé *El diablo*. Des exécutions sommaires et de nombreux viols de femmes honduriennes

²⁵ Des cartes, circulant par centaines parmi la population salvadorienne pendant le conflit, montraient l'avance vertigineuse des troupes en direction de San Pedro Sula afin de s'assurer un accès à la Mer Caraïbe.

²⁶ Pendant la Première guerre mondiale, on appelait « carte de visite » le tir d'artillerie qui n'était pas suivi immédiatement par un assaut d'infanterie et qui devenait ainsi caduc.

²⁷ Cf. la communication téléphonique entre les deux chefs d'état au matin du 14 juillet.

sont alors dénoncés par les correspondants de presse²⁸. Aussi, les civils fuient en masse les zones de combat et ajoutent à la confusion sur le terrain en essayant de rejoindre le Guatemala au Nord ou le Nicaragua au Sud. Le lendemain, les troupes salvadoriennes ne progressent plus même si des combats intenses continuent d'opposer les deux belligérants. Le Honduras, de son côté, n'a pas les moyens de lancer une contre-offensive pour récupérer les 1 600 km² de territoire envahis par l'ennemi.

L'offensive aérienne

Nous l'avons déjà souligné plus haut : les FAH, craignant une attaque aérienne des FAS ont redéployé leurs avions dès le 12 juillet, abandonnant la base principale de Tocontin près de Tegucigalpa au profit de celle de San Pedro Sula. De leur côté, les Salvadoriens font de même pour éviter que leur aviation subisse une attaque surprise des FAH. Ils utilisent ainsi de nombreuses pistes secondaires comme celles destinées aux avions agricoles tandis que la base principale d'Ilopango ne reste occupée que par des appareils inutilisables qui servent de leurres. Au premier jour du conflit, dès la soirée du 14, les avions des FAS bombardent les villes situées sur les axes de pénétration qu'emprunteront les troupes au sol le lendemain. Mais, par manque de précision, les effets de ces bombardements sont plus psychologiques que réels. Le 15, les FAH répliquent et un C-47 lance 18 bombes de 50 kg sur la base d'Ilopango sans causer de dommages importants. La tactique aérienne consiste donc, des deux côtés, à détruire au sol l'aviation ennemie mais le renseignement est défaillant et, tant les FAS que les FAH ne parviennent à localiser les bases adverses.

Le 16, les FAH attaquent à nouveau Ilopango mais à 4 appareils cette fois. Chaque avion emporte une bombe de 250 kg. Les *Corsair* honduriens s'approchent de la piste avec le train et les volets baissés, simulant une tentative d'atterrissage. L'astuce fonctionne et permet aux Honduriens de pousser leur attaque sans être inquiétés par la défense anti-aérienne salvadorienne. Toutefois l'attaque est un échec car la majorité des bombes n'explose pas et une seule pulvérise un hangar qui d'ailleurs était vide. Par dépit, les pilotes honduriens décident, au retour de cette mission, de s'en prendre aux approvisionnements énergétiques salvadoriens. Le dépôt de carburant des groupes Esso et Schell près de San Salvador ainsi que la raffinerie de la Standard Oil à Acajutla et celle de La Union à Cutuco sont détruits. L'improvisation tactique devient alors un coup de génie car la pénurie en carburant provoque immédiatement un net ralentissement de la progression de l'armée et limite sérieusement les vols des FAS²⁹. Les 17 et 18 juillet, la supériorité aérienne hondurienne est manifeste dans les combats qui opposent les appareils des deux camps. 4 appareils salvadoriens sont ainsi abattus dont trois par le seul commandant Fernando Soto Henriquez. Enfin, le 18 juillet,

²⁸ *Le Monde*, 20-21 juillet 1969

²⁹ Par la suite, les pilotes salvadoriens décollaient avec le minimum d'essence, ce qui améliorait leur maniabilité mais réduisait considérablement leur rayon d'action. Ce fut la raison pour laquelle un *TF-51D* dut atterrir au Guatemala. Saisi par les autorités locales, l'appareil ne fut rendu qu'à la fin des hostilités.

l'Organisation des Etats Américains (OEA) réussit à imposer un cessez-le-feu aux deux belligérants. Celui-ci entre en vigueur à 22 heures. La diplomatie vient de reprendre ses droits.

315- La fin des opérations militaires.

Les armes se taisent donc à 22 heures ce vendredi 18 juillet 1969 alors que les troupes salvadoriennes ont réussi à progresser de 65 km à l'intérieur du territoire hondurien. Toutefois, le cessez-le-feu, qui doit s'accompagner d'un retrait des troupes dans les 96 heures, s'avère difficile à faire appliquer en raison de la mauvaise volonté des Salvadoriens. Ceux-ci refusent d'évacuer le terrain conquis sans contreparties. La tension remonte donc sur le terrain et dans les chancelleries. Mais à la veille d'une condamnation et de sanctions internationales, le général Guzman, chef d'état-major salvadorien, est contraint d'annoncer le retrait de ses troupes le 30 juillet après-midi. Aussi, compte tenu des délais d'évacuation, les Salvadoriens annoncent le dimanche 3 août vers midi, qu'ils ont totalement quitté le territoire hondurien. Cette date correspond à la fin de la crise avec le retour quasi complet des troupes au *statu-quo ante bellum*.

316- Les enseignements militaires

Cette « guerre de 100 heures » permet de mettre en lumière un certain nombre d'enseignements.

Sur un plan général, il est vite apparu que cette guerre correspondait, pour les Salvadoriens, à une démonstration de virilité toute latine (« *machismo* »), une manière de laver l'honneur national. Par conséquent, les objectifs affichés n'étaient pas réalistes. Plus prosaïquement, il s'agissait de négocier des avantages terrain, conquis dès les premières heures de l'offensive, contre un accord total ou partiel sur les « *bolsones* » revendiqués. Sur un plan militaire, il peut être noté que la multiplicité des fronts a réduit l'efficacité du plan global d'offensive d'autant plus que la logistique n'a pas pu suivre la progression des troupes. L'infériorité aérienne des FAS a souligné cruellement les insuffisances dans ce domaine. Sur le plan des opérations aériennes, il est à préciser que ce conflit a été le dernier théâtre d'opérations au monde pour les chasseurs à moteur à piston. Avec trois victoires à son actif, le commandant Soto « Sotillo » est donc le dernier héros sur ce type d'appareil. Enfin, le Honduras a montré tout l'intérêt de disposer d'une capacité de projection aérienne. En effet, dans les jours qui suivirent le cessez-le-feu, les C-47 et les C-82A des FAH purent, sans être gênés par l'aviation salvadorienne, transporter rapidement des renforts sur la frontière pour réoccuper le terrain perdu.

Ainsi, pour employer une image médicale, l'isthme centraméricain venait de crever un abcès, le sang avait coulé et maintenant le médecin (en l'occurrence, le diplomate) venait au chevet du malade. Alors, puisque nous avons déjà présenté le cadre diplomatique général, nous précisons ici les particularités et le rôle de l'OEA dont la méthode s'est révélée efficace pour mettre fin aux opérations militaires et pour sortir de la crise.

32- Le succès diplomatique de l'OEA

321- L'Organisation des Etats Américains (OEA)

L'Organisation des Etats américains a été instituée par la charte de Bogota le 30 avril 1948. L'organisation compte 20 membres depuis l'exclusion de Cuba suite à la victoire de Castro en 1959. Officiellement, les buts de l'OEA sont de « parvenir à un ordre de paix et de justice », de maintenir la solidarité entre ses membres, de renforcer leur collaboration ainsi que de défendre leur souveraineté, leur intégrité territoriale et leur indépendance. En réalité, dans le contexte de la guerre froide, l'OEA vise surtout à renforcer le bloc américain face au bloc soviétique et à empêcher celui-ci de s'infiltrer sur le continent. Les Américains y ont un rôle prépondérant car le siège de l'Assemblée générale se situe à Washington. En outre, le gouvernement des Etats-Unis dispose du droit d'adopter, sans consultation préalable des autres états, toute mesure de légitime défense. Toutefois, contrairement à ce que laissait penser Fidel Castro qui avait baptisé cette organisation du nom de « ministère des colonies », l'OEA comptait un certain nombre de ses membres qui rechignaient à se plier systématiquement aux souhaits américains³⁰.

322- L'OEA, une diplomatie de choc en temps de guerre

L'OEA se réunit une première fois en séance extraordinaire le 4 juillet à la demande du Honduras et prend connaissance des messages adressés par les ministres des Relations extérieures hondurien et salvadorien. Dans un souci d'équité, l'OEA se réunit à nouveau le 14 juillet pour entendre le représentant du Salvador. Au cours de cette séance, il est décidé de mettre en place une commission de sept membres³¹ appelée à se rendre de toute urgence sur le terrain. La mission de cette commission consiste à tenter de convaincre les deux parties de s'abstenir de tout acte de nature à aggraver la situation ou compromettre la paix. A la fin de la séance, les forces salvadoriennes passent à l'attaque obligeant l'OEA à se réunir à nouveau dès le lendemain. Compte tenu des événements, l'OEA décide de siéger dès lors en permanence à compter du 15 juillet. L'organisation

³⁰ Ce fut notamment le cas lors du vote d'exclusion de Cuba quand 6 pays prirent position contre les desiderata américains.

³¹ Argentine, Equateur, Etats-Unis, République dominicaine ainsi que les trois pays centraméricains : Costa Rica, Guatemala et Nicaragua.

bénéficie des encouragements du secrétaire général de l'ONU qui, saisi par les deux parties, considère que l'OEA est l'instance idoine pour régler cette crise.

Au cours de sa séance du 15 juillet, le Conseil de l'Organisation demande fermement aux belligérants de mettre fin aux hostilités, de revenir au *statu quo ante bellum* et de tout faire pour arriver à une solution pacifique. Sur le terrain, les membres de la commission de l'OEA éprouvèrent les pires difficultés pour concilier des exigences diamétralement opposées dans les deux camps. Dès lors, l'OEA durcit le ton à l'encontre du Honduras et du Salvador. Prenant en compte la déroute militaire de son armée, Tegucigalpa comprend très vite l'intérêt de se plier aux injonctions de l'OEA. En revanche, les diplomates ne peuvent joindre le chef de l'état salvadorien. Cette manœuvre dilatoire consistait vraisemblablement à pousser l'avantage acquis heure après heure sur le terrain. Le Conseil de l'Organisation se réunit à nouveau le 18 juillet et décide d'engager un « bras de fer » avec le Salvador pour imposer la paix. Forte de la décision unanime des états d'Amérique, l'OEA était sur le point de condamner le Salvador comme l'agresseur et de le placer en isolement. Le président Sanchez Hernandez n'avait donc d'autre choix que d'accepter les recommandations de l'OEA s'il ne voulait pas perdre au plan diplomatique ce qu'il avait acquis au plan militaire. Au cours de cette séance, le Conseil ordonnait « qu'il serait mis un terme aux hostilités ce jour-là à 22 heures ». Il précisait également que les troupes devaient se retirer dans leur pays respectif et fixait un délai de 96 heures pour achever ce retrait. Effectivement, le cessez-le-feu entre en vigueur à l'heure dite. Une diplomatie de choc vient de s'imposer dans ce conflit ; toutefois la crise demeure car si les armes se sont tues, les troupes salvadoriennes ne se retirent pas. Le Salvador pose en préalable à leur retrait deux conditions : des sanctions contre le Honduras et l'annexion d'une bande de 100 kilomètres de long donnant accès à la côte atlantique.

On peut penser que l'OEA a fait le plus difficile. En fait, la diplomatie s'est imposée aux deux belligérants alors que ceux-ci sont à bout de souffle au plan logistique. Ils ne peuvent plus continuer la guerre. Dans ces conditions, le plus dur reste à faire pour les diplomates de l'OEA.

323- L'OEA réussit à engager les deux pays dans la sortie de crise

Le cessez-le-feu est bien appliqué sur le front des opérations ; les observateurs civils et militaires de l'OEA peuvent le constater sur le terrain le 20 juillet. Pourtant, le Salvador refuse de retirer ses troupes tant que n'auront pas été adoptées les mesures relatives aux conditions qu'il exige. Réuni en séance le 23 juillet, le Conseil de l'organisation se borne à constater que les forces salvadoriennes ne se sont pas retirées (conformément à sa décision qui fixait au 22 juillet à 22 heures le retrait effectif des troupes) ; il réitère par ailleurs sa demande de revenir au *statu quo ante*

bellum. Dans ce contexte de précarité de la paix, alors que le conflit peut redémarrer à tout moment, le Conseil décide d'avancer de 24 heures la réunion des ministres des Affaires étrangères, soit le 26 juillet. Le jour dit, à Washington, le gouvernement salvadorien fait présenter par quatre éminents juristes la thèse selon laquelle le « cas hondurien » s'apparente en tous points à la définition, internationalement admise, du génocide. Cette démonstration est destinée à inscrire la réaction salvadorienne dans le cadre strict de la légitime défense. De son côté, le Honduras plaide pour faire reconnaître l'agression du Salvador et s'appuie sur un rapport neutre de la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour discréditer les accusations de génocide portées par le Salvador. Le plan de paix proposé comporte le retrait immédiat des troupes salvadoriennes, la restitution des territoires occupés et l'engagement par les deux parties de respecter les personnes et les biens. Mais alors que les deux belligérants semblent accepter ces propositions, le Salvador formule de nouvelles conditions visant à faire condamner le Honduras. Cette réunion des ministres se termine sur un échec. Conscient que seul le Salvador constitue désormais le verrou qui bloque toute tentative de règlement diplomatique, le secrétaire général de l'OEA tente, le 29 juillet, une ultime démarche auprès des autorités salvadoriennes qu'il menace à demi-mot. Le colonel Sanchez Hernandez sait qu'il n'obtiendra rien dans son refus d'appliquer les décisions de l'OEA. Il laisse donc son chef d'état-major, le général Guzman annoncer le jour même à 18 heures le retrait de ses troupes. L'OEA resserre son étau sur le Salvador et fixe au 3 août à 18 heures la fin du retrait des soldats du territoire hondurien. Sur le terrain, les ordres sont donnés aux unités le 30 après-midi. Le décrochage se poursuit dans la journée du 31. L'OEA doit prendre acte de ce retrait et autoriser ensuite les forces honduriennes à réoccuper le terrain.

Toutefois, au plan politique, le président salvadorien n'est pas sorti d'affaire. Après avoir célébré « la victoire totale, diplomatique et militaire » de son pays à la radio de San Salvador, il doit faire face le 31 juillet à une manifestation de l'extrême gauche qui dénonce l'inutilité de la guerre au regard des avancées obtenues. Le journal *Le Monde* titre le 5 août : « l'opposition dénonce la propagande et les mensonges dans le conflit avec le Honduras ». La situation peut basculer à tout instant au Salvador. Enfin, il est un élément qui, au-delà de l'action des diplomates et des politiques, s'inscrit véritablement dans la sortie de crise : c'est le calendrier. En effet, dès le 2 août, le Salvador entrait dans une période de fête nationale³². La concomitance de cette fête avec les traditionnelles vacances d'août tombait à point pour sauver le gouvernement salvadorien. On pourrait donc penser que le président Sanchez Hernandez a joué la carte du pourrissement de la situation en espérant soit obtenir des gages relatifs à l'occupation militaire du terrain, soit attendre début août pour se retirer sans la pression de la rue « partie en vacances ». Même si cette concordance est fortuite, cela

³² Il est célébré le 6 août la transfiguration du Christ, sauveur du monde et patron du pays qui porte son nom.

montre que le calendrier est de toute façon un élément important à prendre en compte soit lors du déclenchement de la crise, soit lors de sa résolution.

324- Analyse du succès de l'OEA

Contrairement à l'ODECA, l'atout de l'OEA consiste à pouvoir mobiliser rapidement une force interaméricaine capable de remplir le rôle de police internationale auprès des petits états. De plus, le Salvador a immédiatement pensé que l'organe le plus approprié pour traiter des « atrocités » commises contre les migrants salvadoriens au Honduras était la commission interaméricaine des droits de l'homme de l'OEA. Enfin, l'OEA intervient alors qu'il n'existe plus aucune confiance entre les intervenants (entre les belligérants eux-mêmes et entre les belligérants et l'ODECA).

D'autres raisons, concernant la méthode de l'OEA, permettent d'expliquer également son succès. Déroulons l'échelle du temps : l'ODECA vient d'être rejetée par le Honduras alors que le Salvador ne l'a jamais considéré comme un partenaire crédible. L'OEA sait intervenir au bon moment, sans se juxtaposer avec l'ODECA et sans perdre de temps après le rejet de cette organisation. Ensuite, afin de prendre les bonnes orientations pour le règlement de la crise, l'OEA sait établir un diagnostic initial. Elle entend le responsable hondurien le 4 juillet puis le Salvadorien le 14. Parallèlement, elle se donne une capacité autonome d'informations en envoyant une commission sur le terrain. La décision de siéger en permanence à partir du 15 juillet est un symbole fort pour les deux belligérants ; elle signifie clairement qu'elle a pris acte de l'existence de la crise, ce que n'avait pas su faire l'ODECA. L'OEA prend également la décision de siéger à Washington, un lieu neutre qui apporte, de plus, une certaine distanciation et un certain équilibre par rapport à la gravité des faits qui se déroulent sur le terrain. Enfin, les résolutions prises au cours des séances du Conseil savent ménager les deux parties malgré des condamnations parfois dures et laissent, partant, la porte ouverte pour une sortie de crise honorable à chacun.

Conclusion

Au moment de refermer cette étude, il convient de se pencher sur les éléments majeurs du contexte :

- la « militarité » des gouvernements perçue comme une faiblesse politique ;
- les difficultés économiques vécues au travers du problème de la répartition des terres ;
- les logiques de mouvements migratoires qui en sont la conséquence.

Dès lors, nous entrons dans la crise le 15 juin avec le phénomène de masse des expulsions des Salvadoriens à la suite du match retour. Cette crise, nous l'avons découpée arbitrairement en

deux phases. Une première phase de montée en puissance du 15 juin au 14 juillet puis une deuxième phase que l'on pourrait qualifier de « crise dans la crise » selon la définition de P. Lagadec³³. En effet, cette période commence par un pic (le début des opérations militaires le 14 juillet), se poursuit par une phase de plateau (du 15 juillet au 31 juillet avec l'offensive puis le *statu quo* relatif à l'occupation des territoires honduriens) et se termine de façon brusque (la « capitulation » salvadorienne sous la pression de l'OEA).

Au-delà des inévitables exactions et des violations de territoires, la première phase est surtout marquée par deux éléments :

- le rôle des médias dans la crise en tant que responsables indirects de l'engagement des forces armées ;
- l'échec patent de la diplomatie régionale en raison de son positionnement géographique (trop proche), de son manque d'entraînement dans la conduite des crises, de son sous-dimensionnement et de son enfermement dans l'indécision.

La deuxième phase, quant à elle, débute dans le paroxysme de la guerre et se termine rapidement grâce à l'action efficace des diplomates de l'OEA. Cette phase est elle aussi marquée par deux éléments :

- la nécessité de « passer » par la guerre, critère incontournable pour permettre ensuite l'action des diplomates ;
- la maturité de l'OEA et sa maîtrise dans la méthode de conduite de la crise.

Ainsi pour schématiser, on est passé d'une phase d'échec à une phase de succès, la guerre participant pleinement à cette phase de succès dans la mesure où elle est nécessaire pour que la tension redescende. C'est un des paradoxes de cette crise que de considérer que le soldat et le diplomate ont un rôle équitable dans la résolution du conflit.

Terminons par ce que les journalistes définissent comme un fait divers. Le 15 septembre 2001, des chasseurs découvrent fortuitement dans la forêt salvadorienne un pauvre hère dépenaillé de 72 ans. L'histoire de cet homme est édifiante. Salomon Vides, un paysan salvadorien avait quitté son pays en 1965 pour s'installer au Honduras et offrir de meilleures conditions de vie à sa famille. Fuyant les exactions honduriennes et les combats en juillet 1969, il s'était réfugié dans la forêt. Ainsi pour échapper à une guerre qui n'a duré que 4 jours, il a passé 11 000 journées dans la jungle ! Cette malheureuse histoire qui pourtant se finit bien nous amène à

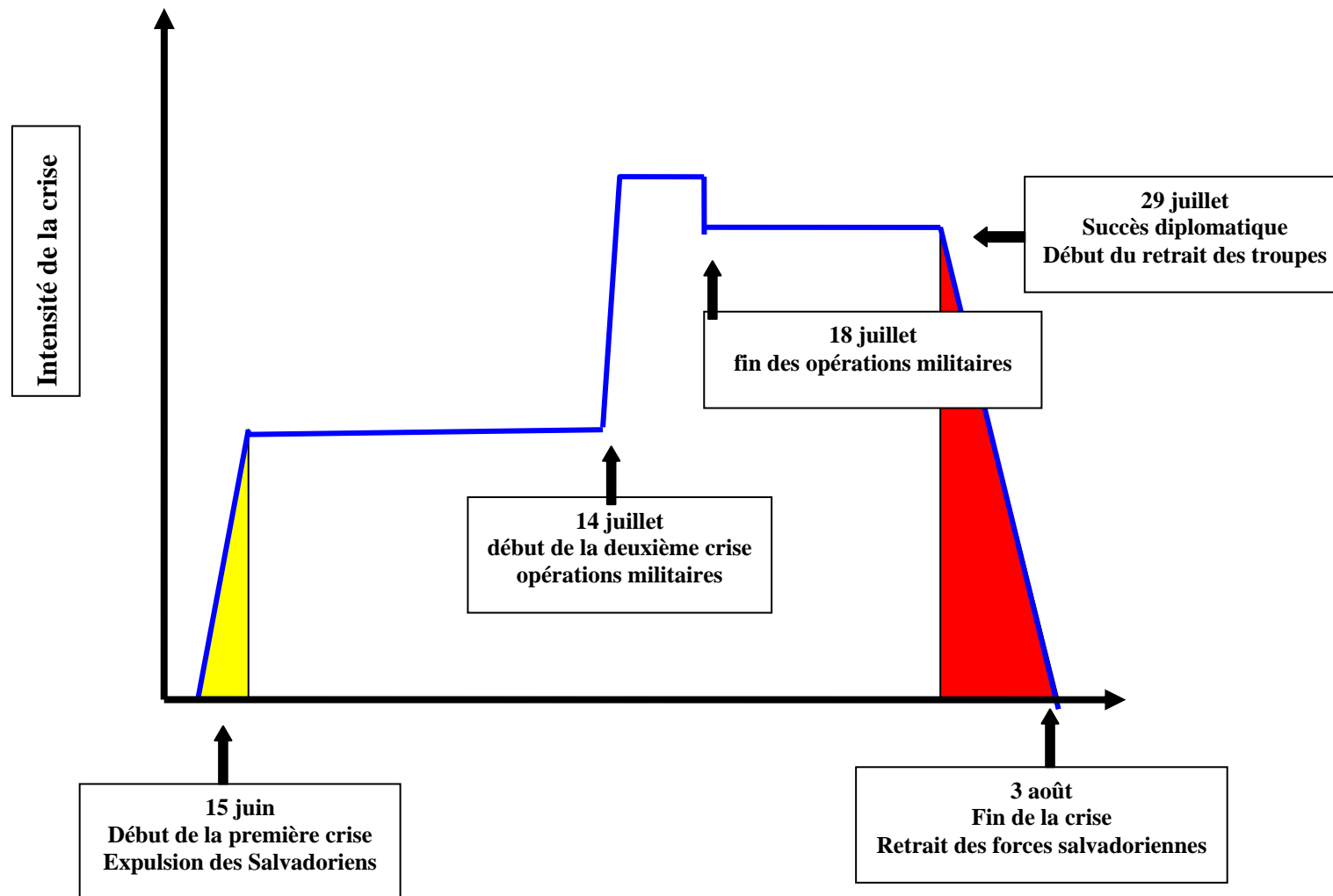
³³ P. LAGADEC. *Op. cit.* p 57.

clure cette étude sur la dimension humaine des conflits et des crises car les populations civiles sont bien souvent les premières sacrifiées sur l'autel d'intérêts politiques ou personnels.

Annexe 1
Carte de la région (extrait de l'encyclopédie Universalis)



Annexe 2

Modélisation de la crise selon la définition de P. Lagadec

Annexe 3

Déclaration d'unité nationale salvadorienne du 21 juin 1969

Les représentants des partis politiques (PCN, PDC, PPS et MNR) et le gouvernement, réunis au palais présidentielle le 21 juin 1969 au sujet des faits qui se sont produits au Honduras déclarent :

1- que, au-delà des querelles idéologiques et politiques qui existent entre les organisations qu'ils représentent, affirment leur décision de faire face en commun à ce problème, ainsi que l'exigent les intérêts supérieurs de la Patrie ; de présenter un solide bloc d'unité nationale ; de défendre les droits de l'homme de nos compatriotes qui ont été bafoués et la dignité de notre patrie, par tous les moyens nécessaires ;

2- que leur principale préoccupation est la dignité nationale, base de la paix et du développement du processus d'intégration centraméricain ;

3- qu'il soit noté que les Salvadoriens ont respecté une conduite respectueuse tant à l'égard des personnes et des biens des Honduriens installés au Salvador qu'à celui des entreprises honduriennes qui travaillent sur notre territoire ;

4- que le Salvador reçoit et accueille dans leurs anciens foyers les familles de compatriotes obligées de fuir parce qu'elles ne se sentent pas en sécurité sur la terre hondurienne qu'elles avaient adoptée, servie et chérie comme la leur et

5- qu'ils souhaitent que la situation actuelle, résultant de campagnes tendancieuses, soit passagère et que, face à elle, les autorités des deux pays déploient les efforts maximum pour la résoudre prenant en compte les réparations nécessaires en leur temps pour les personnes ayant souffert de ces faits.

Le Président de la République, conscient de sa responsabilité devant le peuple salvadorien, fait la déclaration solennelle que, préoccupé de sauvegarder la dignité nationale et le respect des droits de l'homme des Salvadoriens en république hondurienne, le gouvernement remplira sa tâche historique et donnera à ce problème la considération maximale en ces moments difficiles que vit la République.

Publié dans *La Presse graphique* du mardi 24 juin 1969

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AGUILAR PAREDES H., *Las guerras de conquista en latino america*, Editorial Universitaria, Quito, 1980.

BEALS C., *L'Amérique latine- monde en révolution* - traduit de l'américain par L. Jospin, Payot, 1966.

BRECHER Michael et WILKENFIELD Jonathan, *A study of crisis*, The university of Michigan press, 1997.

COMBLIN J., *Le pouvoir militaire en Amérique latine, l'idéologie de la sécurité nationale*, Jean-Pierre Delarge, Paris, 1977.

LAGADEC, Patrick, *Apprendre à gérer les crises*, Les éditions d'organisation, juin 1993.

MARTIN-PANNETIER Andrée. et SALKIN Yves., *Conflits en Amérique latine Essai de typologie*, Fondation pour les études de défense nationale, 1985.

LEMOINE Maurice, *Les 100 portes de l'Amérique latine*, Les éditions de l'atelier, 1997.

ROUQUIE Alain., *L'Etat militaire en Amérique latine*, Seuil, Paris, 1982.

ROUQUIE Alain, *Amérique latine, introduction à l'extrême occident*, Seuil, 1987.

Ouvrage collectif, *L'Amérique latine au XXème siècle*, Masson, Paris, 1979.

Ouvrage collectif, *Historia de El Salvador*, Ministerio de Educacion, San Salvador, 1994.

Quotidiens, périodiques, revues

Problèmes d'Amérique latine (trimestriel), La Documentation française, Paris, 29, quai Voltaire, 75340 Paris cedex 07.

Cahier des Amériques latines (semestriel), CNRS, IHEAL, 28, rue Saint Guillaume, 75007 Paris.

Aéro journal (bimestriel), Aéro-éditions, La Sauvetat.

Le Monde, plus particulièrement les éditions des 17 juin, 20 et 21 juillet 1969.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
<u>I. Bref aperçu du contexte</u>	5
<u>11. La « militarité » des deux états</u>	6
111. Le Honduras, un régime militaire sous pression	6
112. Un militaire en minorité au Salvador	6
113. Deux pays à la situation politique identique en 1969	7
<u>12. La population, enjeu majeur de la crise</u>	7
121. Un déséquilibre démographique entre les deux pays	7
122. Une tradition de mouvements migratoires entre le Salvador et le Honduras	8
123. La perception d'un danger	9
<u>13. La terre, deuxième enjeu de la crise</u>	10
131. Revendications honduriennes sur les terres cultivées par les Salvadoriens	11
132. Les revendications territoriales du Salvador	12
<u>II. Etude de la phase préparatoire à la guerre (15 juin-14 juillet)</u>	13
<u>21. La responsabilité des médias dans la crise</u>	13
<u>22. La population dans la crise</u>	14
221. La population émigrée salvadorienne, objet de toutes les manipulations	14
222. La réalité des faits	15
<u>23. Les conflits de frontière</u>	16
<u>24. L'échec de la diplomatie régionale</u>	16
241. Le cadre diplomatique général	16
242. L'Organisation des états centraméricains (ODECA)	17
243. L'échec de l'ODECA pendant la phase de montée de la crise	17
244. Analyse de l'échec de l'ODECA	18
<u>25. Le processus décisionnel</u>	18
251. Les décisions préalables	19
252. L'engagement dans la guerre	19

III. De la guerre à la sortie de la crise (14 juillet- 3 août)	21
<u>31. La dimension militaire de la crise</u>	21
311. Les forces en présence	21
3111. Caractéristiques communes aux deux armées	21
312. Forces et faiblesses de chaque armée	22
313. Le subtil jeu des Américains pendant la guerre	23
314. Stratégie et tactique militaires	24
3141. Quelle stratégie pour la guerre ?	24
3142. Une tactique approximative	25
315. La fin des opérations militaires	27
316. Les enseignements militaires	27
<u>32. Le succès diplomatique de l'OEA</u>	28
321. L'Organisation des Etats américains (OEA)	28
322. L'OEA, une diplomatie de choc en temps de guerre	28
323. L'OEA réussit à engager les deux pays dans la sortie de crise	29
324. Analyse du succès de l'OEA	31
CONCLUSION	31
ANNEXES	
Annexe 1 : Carte de la région honduro-salvadorienne	34
Annexe 2 : Schéma de modélisation de la crise	35
Annexe 3 : Déclaration d'unité nationale salvadorienne du 21 juin 1969	36
Bibliographie	37